

24/10/2016 : CETA : Nous sommes inquiets pour l'avenir de la politique commerciale de l'Union européenne - Tokia Saïfi et Franck Proust (LR, PPE, Fr)

« Je suis inquiète pour l'avenir de la politique commerciale de l'Union européenne. En refusant de signer le CETA, l'UE envoie un très mauvais signal. L'Union européenne est en train de s'isoler et manque l'occasion de permettre aux normes européennes de devenir des standards internationaux », a déclaré Tokia Saïfi, membre de la commission du Commerce international, alors que le premier ministre belge a annoncé que son pays n'était pas en mesure de donner son feu vert à la signature de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (CETA), à la suite du blocage de trois entités fédérées, dont la Wallonie.

« Arrêtons de considérer la Wallonie comme un bastion de résistance face au libre-échange. Le CETA a pour but de réguler les échanges, et la Wallonie ne fait que retarder la mise en place de règles ! Paul Magnette est en difficulté avec le départ du siège de Caterpillar vers la France. Il a donc allumé un contre-feu et malheureusement cela tombe sur un accord capital pour l'Union européenne », a expliqué Franck Proust, membre de la commission du Commerce international au Parlement européen.

« Malgré tous les efforts de dialogue et de compréhension de la part des institutions européennes, des États membres mais aussi de notre partenaire canadien, Paul Magnette est resté inflexible, non pas sur ses propositions, mais sur ses positions, car tout ce qu'il a demandé se trouve déjà dans l'accord. À force de crier au loup, la Wallonie ne va réussir qu'une chose, c'est priver l'Europe de la mise en place de règles qui serviront de modèles pour protéger efficacement les citoyens et nos entreprises face à la mondialisation », a ajouté le député.

« L'Union européenne s'est engagée à défendre les intérêts des citoyens dans le CETA, et cet accord présente de nombreuses garanties, notamment en ce qui concerne la protection des services publics ou la défense de nos produits agricoles. Nous avons toujours affirmé que nous n'accepterons pas de signer à n'importe quel prix, mais si nous refusons de bons accords, où allons-nous trouver de la croissance et de l'emploi ?», a conclu Tokia Saïfi.